

# Sérvices publics ou Services publics

Par Jean LEVY

Oui, il s'agit bien de « **sérvices publics** », et non plus de **services publics**.

Les exemples sont nombreux :

**L'Education nationale** comme la **santé publique**, sont réduits à devenir des secteurs marchands, dont l'objectif n'est plus d'instruire les citoyens, ou de préserver leur santé, mais d'être rentables, comme un vulgaire MacDo.

Cependant, les mesures prises par le capital à l'encontre des enseignants, du personnel soignant, la fermeture envisagée des hôpitaux d'une cinquantaine de petites villes, créent une émotion profonde, provoquent la colère des personnels intéressés.

Les citoyens se mobilisent.

Le pouvoir commence à en prendre la mesure.

Et de **surseoir aux fermetures d'hôpitaux**, prévues dès cet été.

Mais le capital ne renonce pas pour autant à la privatisation de tous les secteurs publics, pouvant générer du profit.

Pour éviter de trop grosses vagues, de nouvelles méthodes sont utilisées.

Par exemple, **rendre impopulaires** ces services publics en dénaturant leur fonctionnement, toujours au nom de la rentabilité.

Prenons des exemples.

**La Poste**, que le pouvoir veut démembrer. Toute une campagne est lancée contre « **ces bureaux qui sont ouverts sans clientèle** », le temps, trop long, écoulé entre la mise à la boîte d'une lettre et sa réception, le bienfait d'une stimulation par la concurrence, les queues interminables aux guichets, conséquences directes de la pénurie de personnel, réduit pour cause de rentabilité.

Les médias aux ordres, sous couvert d'information, enfoncent le clou.

Ainsi, peut-être, les usagers, n'y voyant pas malice, accepteront-ils demain, sans rechigner, la privatisation de ce service d'Etat, mis en place, il y a 700 ans, par un souverain, pour imposer ses lois sur l'ensemble du royaume..

La **SNCF**, qui vit le jour sous le front populaire, est aussi la cible du capital.

Non seulement, elle est **privatisée par secteur**, non seulement, elle va être **ouverte à la concurrence européenne**, mais **son fonctionnement régulier est, d'ors et déjà, mis en cause.**

Sur la ligne Paris-Chartres, par exemple et on pourrait les multiplier, alors qu'une population toujours plus nombreuse, tente de se loger de plus en plus loin de la capitale, contrainte d'utiliser le chemin de fer, la SNCF supprime, sans crier gare, nombre de trains ouvriers, le matin comme le soir. La maintenance négligée conduit à de nombreux incidents de matériel et de caténaires, causes de retards incessants.

Les « **clients** », puisque la **SNCF** n'a plus « **d'usagers** », auront-ils matière à défendre, le moment venu, un service dégradé, qui se moque d'eux ?

Aussi, la tâche première, pour les syndicats et la population, c'est de refuser, dès à présent, d'être « **pris en otages** » par la privatisation, d'organiser la protestation populaire, de manifester dans chaque gare, et le cas échéant, de faire une « **grève financière** » de masse contre les saboteurs du service public.

L'argument du pouvoir, pour justifier les privatisations, ce sont les « **bienfaits de la concurrence** » présentée comme bénéfique. Et d'annoncer un meilleur service et, surtout, la baisse des tarifs. Qui oserait s'y opposer ?

Mais l'actualité vient de mettre un bémol à cette publicité mensongère.

Le **JT** de **France 2** de 13 heures, le mardi 27 juillet, en amène la preuve aux auditeurs.

« Notre électricité, celle fournit par **EDF**, est **bien trop bon marché** », assène le présentateur. Il donne ses sources : une « **instance internationale de l'énergie** » considère que la « **concurrence** » va contraindre **EDF**, **bénéficiaire d'un monopole, à augmenter ses tarifs.**

L'argument est nouveau. Et réversible ?

Car si la concurrence fait monter les prix, raison de plus pour défendre le monopole des services publics.

**Merci, France 2**